



En grève et dans la rue le 18 octobre !

Retraites

■ Au nom d'un principe d'« équité », le gouvernement a décidé de supprimer les régimes spéciaux de retraite des agents RATP, SNCF, GDF.. ■ Pas d'illusion : après, ce sera **pour tous** un allongement de la durée de cotisation à 41 ans... (42 à partir de 2018). ■ Sans compter que le gouvernement veut également remettre en cause le calcul du montant de nos pensions en prenant pour référence les 10 meilleures années au lieu de l'indice de traitement détenu lors de 6 derniers mois d'activité. ■ Le discours sur les retraites n'est qu'hypocrisie : que ce soit dans le public ou dans le privé, chacun sait qu'il va être de plus en plus difficile d'atteindre le nombre d'annuités nécessaires pour toucher une retraite à taux plein. ■ L'idée du gouvernement est donc bien de réduire le montant de nos retraites et de nos pensions ! ■ Quant à l'argument de l'allongement de la durée de vie, comment accepter que ce qu'on peut considérer comme une amélioration de la condition humaine grâce à la médecine notamment, nous soit confisqué ! Le plus de notre durée de vie, on veut en profiter. Et ne pas partir usé en retraite ! ■ Ce discours utilitaire est insupportable ! La question centrale, on le sait, c'est la répartition des richesses car en France, tout le monde n'est pas « en faillite ». ■ Les profits, les stock-options, les avantages et cadeaux fiscaux d'un côté, le boulot jusqu'à l'usure pour les autres : c'est ce qu'on veut nous faire accepter. **Non !**



Fonction publique, les missions et le statut en ligne de mire !

La Fonction publique est, depuis des années, l'objet d'attaques incessantes du Medef et des différents gouvernements. Mais Nicolas Sarkozy a décidé de passer à la vitesse supérieure : réduire massivement le nombre de fonctionnaires en profitant des départs à la retraite (en 2008, un fonctionnaire sur trois ne serait pas remplacé et, de 2009 à 2012, un fonctionnaire sur deux). Ces suppressions d'emplois se feront au détriment des usagers qui verront, non seulement une accélération de la dégradation du fonctionnement des services publics, mais aussi la fermeture des services publics de proximité.

La "refondation" de la Fonction publique annoncée par Nicolas Sarkozy vise aussi la gestion du personnel. Il s'agit d'accélérer l'introduction dans la Fonction publique des règles de gestion que le secteur privé s'est vu imposer ces dernières années : individualisation des rémunérations, flexibilité du travail, recrutement par entretien individuel. A cela va se rajouter l'embauche massive de contractuels qui vise à créer une Fonction publique sans garanties statutaires et sans fonctionnaires. Quant aux heures supplémentaires, elles seront, comme dans le secteur privé, à la discrétion de l'employeur et serviront à essayer de palier au manque d'effectifs. Le secteur de la santé permet d'anticiper ce qui risque d'arriver aux autres fonctionnaires : des heures supplémentaires impossibles à compenser par manque d'effectifs et impossibles à payer par manque d'argent. On le voit, le projet vise à une remise en cause frontale du statut et des missions de la Fonction publique qui s'inscrit dans une offensive plus générale visant l'ensemble des salariés.

La Centrale : Ras le bol !

Nicolas Sarkozy s'en prend directement aux administrations centrales en annonçant la diminution de la moitié des structures de centrale. Après la redistribution des tâches entre le secrétariat général et la DPAEP, les fusions, les restructurations diverses, les modifications, voire les sorties de périmètre, les déménagements et les changements organisationnels subis par les agents de la Centrale, les déclarations du président apportent la touche finale : la moitié des structures d'administration centrale doivent disparaître !

Si on ajoute à cela les réductions d'effectifs (-88 pour 2008), les méthodes de management prônant la responsabilisation individuelle par les objectifs, la gestion au mérite, la notation

évaluation remise à zéro tous les ans sur la base du toujours plus, on comprend mieux le mécontentement et la lassitude des agents. Trop, c'est trop !

On n'a même plus, le temps de faire le bilan de la dernière réforme qu'une autre est déjà en route ! Encore une fois, le ministère cherche à servir d'exemple !

La santé remise en cause

L'instauration de franchises médicales n'est que la suite d'une longue série de remises en cause de l'égalité des citoyens devant l'accès aux soins.

Elle se rajoute ainsi au forfait hospitalier, au forfait d'un euro sur tous les actes médicaux, à la participation forfaitaire de 18 euros sur les actes médicaux supérieurs à 91 euros, au ticket modérateur déjà existant et au déremboursement de médicaments dont nombreux étaient efficaces.

Cette attaque n'est que le prélude d'une remise en cause beaucoup plus vaste : remettre en cause la vocation solidaire de la sécurité sociale pour aller vers un rôle beaucoup plus important donné à l'assurance individuelle privée. Sous prétexte de responsabiliser les malades - comme si on était responsable de sa maladie -, il s'agit de privatiser toujours plus l'assurance-maladie.

Les outils sont déjà en place !

L'entretien d'évaluation et bientôt de carrière pour les A, les objectifs, les indicateurs, la gestion en masse budgétaire et en plafond d'emploi, la fongibilité asymétrique qui permet de faire de supprimer des postes, le RIME (répertoire des métiers), le profilage des postes dans les fiches, le SIRH, l'opérateur national de paye qui gèrera la paye dans fonctionnaires dans l'avenir, l'intégration des pensions dans la CP, les primes de performance, les plans sociaux ... il n'y a plus qu'à mettre en musique !

Pendant ce temps les revendications des agents ne trouvent pas satisfaction : pouvoir d'achat et revalorisation des salaires, requalification et progression de carrière, intégration des primes et revalorisation des retraites...

N'oublions pas que les attaques contre les régimes spéciaux préparent une nouvelle dégradation des retraites de tous les salariés et exigeons le retour aux 37 ½ pour tous, public et privé.

C'est d'un choix de société basé sur une juste répartition des richesses qu'il s'agit !

Ne laissons pas partir les acquis, fruits des batailles d'hier !

**Retraites, salaires, assurance
maladie, notre pouvoir d'achat est
attaqué , nos solidarités menacées !**

**Quand on se bat, on n'est pas sûr de gagner
mais quand on ne se bat pas, on est sûr de perdre !**